

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30
FAX (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1662 - 20 février 1992 - 2,50 F

D 1662 COLOMBIE: FIN DE LA GUÉRILLA "QUINTÍN LAME"

La pacification politique du pays se poursuit. Des accords de paix ont été signés entre le gouvernement et le M-19 en mars 1990, le Parti révolutionnaire des travailleurs en décembre 1990, et l'Armée populaire de libération en janvier 1991 (cf. DIAL D 1577). Le 27 mai 1991, c'était le tour du mouvement indien Quintín Lame de faire de même. Ci-dessous, résumé de l'événement paru dans **Unidad Álvaro Ulué** de juin 1991. Les négociations se poursuivent difficilement avec les deux grands groupes de guérilla toujours sur la brèche.

Note DIAL

Le mouvement Quintín Lame dépose les armes et rallie le combat politique LA PAIX EST LE NOUVEAU NOM DE LA DÉMOCRATIE

Le 31 mai 1991, dans la terre indienne de Pueblo Nuevo, commune de Caldono à l'est du département du Cauca, le mouvement armé Quintín Lame a déposé les armes après douze années de lutte armée comme premier groupe d'auto-défense et, depuis 1984, comme mouvement de guérilla.

La déposition des armes est le résultat de plusieurs mois de négociations commencées dans la terre indienne de Togoima et qui se sont terminées le 27 mai 1991 avec la signature de l'accord final en présence des représentants du gouvernement national conduits par Jesús Antonio Bejarano, du conseil de la présidence pour la normalisation et la réconciliation, et de l'état-major du mouvement armé Quintín Lame conduit par le commandant Gildardo Fernández y Ciro Tique, porte-parole politique de ce mouvement.

La cérémonie était présidée par Donald Rojas et Rodrigo Contreras, le président et le secrétaire du Conseil mondial des peuples indiens, ainsi que par Luís Otero Hernández, de la Commission des droits de l'homme d'Espagne, en tant qu'observateurs internationaux du processus de paix. Le gouvernement était représenté à cette cérémonie par le conseiller à la présidence Jesús Antonio Bejarano et par le gouverneur du Cauca Jesús Ignacio García Valencia. Il y avait également les invités de différentes organisations décentralisées travaillant avec les communautés indiennes, tels que les constituants Francisco Rojas pour l'Organisation nationale indienne de Colombie (ONIC), Alfonso Peña Chepe pour le mouvement Quintín Lame, Marcos Chalita pour l'Alliance démocratique, et Horacio Serpa Uribe pour le Parti libéral.

En plus des personnalités invitées à cette manifestation démocratique, on notait la présence de délégations indiennes de tous les coins du département, ainsi que des délégués de ONIC, CRIT, ORIVAC, OIA et CRIC au titre d'observateurs

principaux de cet événement qui marque le retour à la normalité dans plusieurs communautés qui ont, durant des années, subi le fléau de la violence en raison d'affrontements continuels entre l'armée nationale et les insurgés en armes.

En déposant les armes, le mouvement Quintín Lame a pris le chemin de la démocratie parce qu'il a estimé que l'ouverture proposée par le gouvernement pouvait améliorer les conditions de vie des communautés indiennes, étant donné que la voie des armes n'a pas donné de résultats au niveau des changements dans le pays, et cela depuis des années, même si la philosophie de ce mouvement n'était pas de prendre le pouvoir mais de protéger les natifs de l'agression continue des propriétaires terriens et de leurs hommes de main.

Comme on pouvait s'y attendre, les négociations se sont poursuivies sous le signe de l'incertitude: alors qu'il ne restait plus que quelques jours avant la déposition des armes, le mouvement Quintín Lame avait annoncé qu'il en reporterait la date, en arguant que le gouvernement n'avait pas respecté les accords initiaux en s'opposant à ce que le groupe armé se transforme en mouvement politique. Après de nombreuses allées et venues de la commission présidentielle et des porte-parole du Quintín Lame, l'accord a finalement été signé. Il porte sur huit points, à savoir: déposition des armes, observateurs nationaux et internationaux, garanties, droits de l'homme, plan de sécurité, renforcement de la paix, plan de réinsertion et chantiers régionaux de développement. (...)

Avec la déposition des armes par le mouvement Quintín Lame, ce sont maintenant quatre groupes qui sont ainsi démobilisés, après l'abandon de la lutte armée par le Mouvement du 19 avril, l'Armée populaire de libération et le Parti révolutionnaire des travailleurs qui ont réintégré la vie civile.

Ce fait a provoqué la satisfaction de tous les natifs qui, au cours des dernières années, ont dû subir les rigueurs de la guerre, les plus affectés finissant toujours par être les membres des communautés indiennes. Il reste à espérer que le gouvernement tiendra ses promesses et qu'on pourra respirer au Cauca les nouveaux vents de la paix.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)